



MANIFESTE FÉMINISTE : MAIN DANS LA MAIN VERS UNE VÉRITABLE LIBÉRATION

Avant-propos : le présent manifeste a été rédigé à partir de divers entretiens menés avec des femmes aux profils divers ainsi qu'avec des personnes féministes non-binaires ou racisées. Il se veut une tentative de trouver des convergences entre les différents courants féministes qui défendent une critique systémique et de discuter des conflits potentiels au sein du mouvement. Le but de ce manifeste est de contribuer à la discussion, de débiter quelque chose ; il ne prétend nullement à l'exhaustivité ni à un état définitif.

1991, 2019, 2023 – la révolution sera féministe ou ne sera pas !

2019 a été l'année de la deuxième grande grève des femmes¹, qui a secoué notre pays. Plus d'un demi-million de femmes, de personnes non binaires², intersexes³ et agenres⁴ ainsi que des hommes solidaires ont afflué dans les rues : avec des actions comme des feux de joie, des repas et des manifestations, elles ont lutté pour plus d'argent, de temps et de respect. Lors de cette mobilisation – la plus grande de l'histoire suisse –, les grévistes ont exigé de meilleures conditions de vie, une protection attendue de longue date contre les agressions sexuelles et davantage de reconnaissance, de temps et d'argent pour leur travail rémunéré et non rémunéré. Ces revendications s'inscrivaient dans la lutte pionnière de la première grève des femmes, en 1991. Car la grève des femmes de 2019 était aussi un hommage à 1991 et donc à tous·tes les féministes qui, au cours de décennies de lutte, ont lutté pour obtenir le droit de vote des femmes, le droit de décider de leur propre vie, le droit à l'avortement et le droit à la protection de la maternité.

Aujourd'hui, en 2023, nous féministes nous trouvons à un point où notre lutte risque de se bloquer elle-même : les féministes de longue date affirment à juste titre que l'égalité est loin d'être acquise et craignent que les ressources, la visibilité et les espaces de leur lutte ne soient menacés par la dissolution des catégories de genre. Et les personnes qui vivent en dehors des catégories « homme » et « femme » ou qui ont vécu une transition de genre ont le droit d'exister et de profiter des mêmes droits fondamentaux que les autres habitant·es de la Suisse. **Toutes les revendications sont légitimes et importantes ; toutes les revendications sont féministes.**

Les attaques de la droite

Dans le système actuel, certaines de ces revendications ont toutefois l'air contradictoires. Des groupes d'intérêt antiféministes risquent d'instrumentaliser l'abolition des catégories de genre

¹ Note sur la dénomination : le manifeste reste historiquement précis et utilise pour les différentes grèves le terme qui était principalement utilisé au moment de leur tenue. C'est pourquoi on parle de « grève des femmes » pour 1991, de « grève des femmes* » pour 2019 et de « grève féministe » pour 2023.

² Le terme « non-binaire » désigne toutes les identités de genre qui ne sont pas exclusivement féminines ou masculines.

³ Les personnes intersexuées ont diverses identités de genre, et peuvent par exemple s'identifier comme femme, homme, personne non-binaire et/ou comme personne intersexuée.

⁴ Les personnes agenres ont une identité de genre qui se situe en dehors du spectre « femme »-« homme ».



pour s'attaquer par exemple à la protection de la maternité ou à l'exemption des femmes du service militaire.

La droite a repéré ces potentielles contradictions et cherche à les utiliser pour créer des dissensions au sein du puissant mouvement féministe en Suisse. Ce n'est pas pour rien qu'elle se déchaîne contre le « wokisme », la « politique identitaire » et la « terreur du genre ».

Autant de termes belliqueux que la droite amène avec succès au cœur du débat public. Or ce sont des pièges tendus par les idéologues de droite, voire fascistes, et dans lesquels nous devons absolument éviter de tomber.

Nous, féministes, devons même résister activement à ces attaques. En tant que mouvement féministe dans une Suisse qui reste en retard et parfois retourne en arrière, nous ne pouvons pas nous permettre de rester immobiles. **Le présent manifeste veut montrer que nous, féministes, avons beaucoup plus de choses qui nous unissent que de choses qui nous divisent.** Ensemble, nous devons éviter de rester bloqué-es et aller de l'avant. Notre réponse aux appels à la haine de la droite est la solidarité !

Faire du surplace n'est pas une option !

Le besoin d'avoir une gauche féministe unie et donc forte est urgent : rien qu'en 2022, 16 femmes sont mortes en Suisse juste parce qu'elles étaient des femmes⁵. Il est prouvé que les personnes trans sont plus fréquemment victimes d'agressions⁶ voire d'homicides⁷, et cela fait des années que le droit à l'avortement n'avait pas été autant attaqué, comme le montrent les initiatives en cours visant à le restreindre.

De plus, selon le Conseil fédéral, les personnes non binaires ou non genrées n'existent pas⁸. Les personnes qui n'entrent pas dans les catégories « femme » et « homme » sont ainsi systématiquement exclues de services et d'espaces fondamentaux et vitaux. La Suisse manque de solutions d'hébergement pouvant les protéger face aux violences domestiques. Elles font partie de catégories ignorées dans la formation du personnel de santé et la recherche médicale, ce qui entraîne une situation d'urgence de santé publique touchant de nombreuses personnes non binaires, agenes et trans⁹.

En Suisse, les femmes¹⁰ continuent de fournir de loin la plus grande partie du travail de *care*¹¹, et elles ne sont même pas payées pour cela. Ce travail non rémunéré de prise en charge des enfants, de soin aux proches et d'accomplissement des tâches ménagères représente une valeur totale de 244 milliards de francs par an¹², soit davantage que les dépenses annuelles cumulées de la

⁵ Source : <https://www.stopfemizid.ch/francais>

⁶ Source : [Rapport Hatecrime Suisse 2022](#)

⁷ Source : [Blick](#)

⁸ Source : [Beobachter](#)

⁹ Source : <https://www.humanrights.ch/fr/>

¹⁰ Nous utilisons ici le terme de « femmes », car les catégories à partir desquelles ces statistiques sont établies sont binaires. Autrement dit, ces chiffres ne sont collectés que pour les « femmes » et les « hommes ».

¹¹ Le travail de *care* (travail de soin, de prise en charge) décrit les activités consistant à s'occuper des autres et à prendre soin d'eux/elles. Il comprend la garde des enfants ou les soins aux personnes âgées, les travaux ménagers, l'aide entre amies ou encore le bénévolat.

¹² Source : [Economiefeministe](#)



Confédération, des cantons et des communes¹³. Ce travail n'est pas reconnu au sein de la société : au contraire, il est considéré comme normal, en Suisse, que les femmes exercent un emploi à un taux d'occupation élevé, tout en étant obligée de fournir en plus du travail gratuit car il manque de structures d'accueil financièrement abordables, comme les crèches ou les services de soins à domicile. Les femmes de ce pays sont chroniquement surchargées et sous-payées.

Par ailleurs, 42 ans après l'inscription de l'égalité entre femmes et hommes dans la Constitution fédérale, le revenu global des femmes est toujours environ 18 % (soit environ 1500 francs par mois) plus bas que celui des hommes¹⁴. Pour répondre à l'insécurité des rentes, une solution pénalisant les femmes a été adoptée, à savoir l'augmentation de l'âge de la retraite, alors que celles-ci perçoivent déjà une rente inférieure d'environ un tiers à celle des hommes¹⁵. En effet, chez les personnes âgées, la pauvreté touche essentiellement les femmes.

Cette liste montre que le patriarcat est loin d'être vaincu, même après deux grèves nationales et des décennies de lutte féministe. Au contraire, il prospère encore dans tout ce qu'il a de misogyne, de transphobe, de transmisogyne¹⁶ et de raciste. Les structures étatiques, les institutions, mais aussi le système de santé et la recherche continuent encore et toujours de prendre les hommes cis¹⁷ comme référence. Cela entretient l'invisibilisation des autres identités de genre, couleurs de peau et conditions de vie. Il est donc autant plus important que le mouvement féministe reconnaisse le danger actuel et combatte cette invisibilisation plutôt que de rester immobile. Car le patriarcat, lui, n'attend pas. Il entre dans le gouvernement italien avec les néofascistes Fratelli d'Italia et Giorgia Meloni, il abolit les droits à l'avortement aux États-Unis et en Pologne, et il pousse l'UDC à vouloir interdire la diversité sociale par des référendums et des motions.

Contradictions et nécessités

Afin de rencontrer du succès dans notre lutte, la gauche féministe doit reconnaître que nous sommes tous·tes des enfants de notre société et nous avons tous·tes grandi dans un monde misogyne, raciste, transphobe et patriarcal. Et c'est une réalité que cela se sent parfois dans les discussions menées au sein de notre mouvement. Mais cette constatation ne doit pas être interprétée comme un reproche, tant que nous faisons tout notre possible pour éviter ces tendances dans notre milieu féministe. Notre activisme ne doit cependant pas s'arrêter à la remise en question de nos propres faits et actes : nous remettons en question notre socialisation dans cette société, tout comme les structures de pouvoir entre les groupes et les individus, afin de pouvoir mener un combat efficace ensemble. Et c'est seulement lorsque nous nous mettons en mouvement que nous remarquons la force des chaînes qui nous lient les poings¹⁸. Mais nous devons nous battre pour toutes les personnes enchaînées – peu importe le nombre de chaînes qu'elles portent et peu importe si l'on a personnellement fait l'expérience de ces chaînes ou non.

Cette lutte commune n'est pas une tâche facile ou évidente, mais elle est impérative. Si nous échouons à rassembler les forces féministes de gauche, cela profitera à toutes les personnes

¹³ Source : [OFS](#)

¹⁴ Source : [BFEG](#)

¹⁵ Source : [USS](#)

¹⁶ « Transmisogyne » : désigne une discrimination qui touche spécifiquement les femmes trans (misogyne = hostile aux femmes).

¹⁷ Les hommes cis sont des hommes dont l'identité de genre correspond au sexe qui leur a été attribué à la naissance (« cis » = contraire de « trans »).

¹⁸ Librement inspiré de Rosa Luxemburg : « Celui qui ne bouge pas ne sent pas ses chaînes. »



qui bénéficient actuellement du patriarcat et du capitalisme. La lutte contre l'oppression, contre la surexploitation¹⁹ et contre les discriminations de toutes formes a besoin de nous toutes, car ce n'est qu'ensemble que nous parviendrons à la révolution tant attendue.

Qu'est-ce que nous voulons ? Une vie libre !

Seule une révolution féministe permettra d'abolir enfin ce système d'exploitation. Car nous ne voulons rien de moins qu'un monde débarrassé de toute exploitation – et dans tous les sens de ce terme. Nous voulons une société dans laquelle toutes les personnes sont égales, où chacun-e peut mener une vie digne, en accord avec ses besoins et ses envies. Un monde dans lequel nous pouvons nous épanouir librement, indépendamment de notre couleur de peau, de notre corps, de notre orientation sexuelle et romantique, de notre identité de genre, des variations de nos caractéristiques sexuelles, de notre lieu de naissance ou de la propriété ou non de capital. **En résumé : nous nous battons pour offrir une vie digne à l'ensemble des 99 %²⁰.**

Ce combat du mouvement féministe pour le droit à une vie digne pour tou-tes implique nécessairement des luttes multiples, simultanées et parfois contradictoires. Ainsi, nous devons pouvoir en même temps pouvoir parler de la retraite des femmes, de l'extension de la protection de la maternité et de l'amélioration des conditions de vies des personnes n'appartenant pas à une conception binaire des genres, sous forme d'une meilleure couverture au niveau du droit, de la santé et de l'économie. Un féminisme qui veut une libération véritable implique donc des luttes diverses sur des fronts pluriels, dont le niveau d'implication féministe peut beaucoup varier. **Le féminisme de la libération est pluraliste !**

Comment y arriver ? En menant des combats multiples et diversifiés motivés par un but commun !

C'est à cause du système que nous devons mener des luttes parallèles, visibilisant ainsi des identités différentes des identités différentes à des degrés d'intensité différents. Nous vivons sous un État bourgeois qui a des structures patriarcales et qui fonctionne sur un mode binaire. Il faut donc s'attaquer au système sous plusieurs angles, mais toujours avec le but d'améliorer les conditions de vie de toutes les personnes. Concrètement, cela signifie que les revendications féministes doivent répondre aux besoins de groupes d'intérêt divers et devraient donc être discutées dans des espaces divers.

Des sujets tels que la grossesse par exemple doivent pouvoir être discutés par toutes les personnes ayant un utérus, indépendamment de leur identité ou expression de genre. Les problématiques sociales liées aux transitions et aux identités de genre non-binaires devraient pouvoir être discutées par toutes les personnes ne s'identifiant pas au sexe qui leur a été assigné à la naissance, et l'augmentation de l'âge de la retraite des femmes doit pouvoir être discuté par toutes les personnes juridiquement inscrites comme femmes en Suisse, et l'augmentation de l'âge

¹⁹ La surexploitation désigne le fait que certains groupes sont encore plus exploités que d'autres dans notre système économique. Ainsi, par exemple, les habitant-es des pays dits du Sud ont tendance à se trouver plus bas dans la hiérarchie capitaliste que les habitant-es des pays dits du Nord. Ou bien, les femmes fournissent la majeure partie du travail de *care* non rémunéré sur lequel repose la société. Il s'agit de lutter ensemble contre toutes ces structures d'exploitation, tout en ayant conscience des différentes réalités de vie dues aux structures systémiques.

²⁰ Les « 99% » sont toutes les personnes qui ne possèdent pas de capital ou qui n'en possèdent pas assez pour vivre uniquement de la possession d'un capital et qui appartiennent donc à la classe des travailleur-euses.



de la retraite des femmes par toutes les personnes juridiquement considérées comme femmes en Suisse. Les efforts visant à rendre tout espace féministe aussi accessible que possible ne tiennent pas compte de cette réalité. Il faudrait plutôt créer davantage d'espaces de mise en réseau et d'autonomisation féministes. Par exemple, des thèmes comme la grossesse devraient pouvoir être discutés par toutes les personnes ayant un utérus, indépendamment de leur identité ou de leur expression de genre. Les problématiques sociales de la transition devraient pouvoir être discutées par des personnes trans, non-binaires et agenres, et l'augmentation de l'âge de la retraite des femmes doit pouvoir être discuté par toutes les personnes juridiquement inscrites comme femmes en Suisse. Il y a aussi des moments où les espaces ne peuvent pas être accessibles à tous en même temps. Pour prendre un exemple très simple : L'allergie aux chiens d'une personne et l'aide apportée à une autre personne par un chien d'aveugle ne peuvent pas être combinées. Il n'y a rien de mal à cela, mais cela implique de créer davantage d'espaces adaptés aux exigences, afin que toutes les personnes puissent participer aux décisions et s'impliquer.

Ce qui ne nous aide pas : les logos aux couleurs de l'arc-en-ciel

Nous devons comprendre ce qui nous unit, et c'est la lutte contre un système patriarcal et capitaliste qui nous exploite, qui exclue tous les groupes précités et qui nie leur droit à l'intégrité physique et psychique, ainsi qu'à la sécurité sociale et économique. Ce n'est pas un hasard si, au bout du compte, l'argent manque toujours lorsqu'il s'agit d'améliorer nos conditions matérielles de vie à tou·tes.

Les solutions d'hébergement (par exemple foyers d'accueil pour femmes, pour jeunes filles, hébergements d'urgence, etc.) accessibles aux personnes trans, non-binaires et agenres manquent cruellement de financement. Il manque également des structures d'accueil de la petite enfance et des personnes âgées qui soient financièrement abordables, ce qui entraîne une surcharge de travail avant tout pour les femmes. Il manque enfin des services de soins suffisants – tant pour les personnes qui n'entrent pas dans le schéma binaire des genres que pour les autres.

Finalement, on pourrait résoudre une grande partie des préoccupations féministes avec la redistribution équitable des richesses de la société, et la participation démocratique à la distribution de cet argent assurerait la réponse aux besoins financiers actuels. Car ce n'est pas comme si l'argent nécessaire n'était pas disponible.

Mais il est dans l'intérêt des puissant·es et des riches de garder cet argent et de ne réaliser que les revendications qui ne menacent pas leur position dominante d'hommes cis blancs riches, de capitalistes orienté·es vers le profit. C'est précisément pour cela qu'en fin de compte les revendications féministes ne progressent pas lorsque les femmes néolibérales gagnent des sièges dans les parlements ou que les entreprises ornent leurs logos des couleurs de l'arc-en-ciel un mois par an. Car ces groupes perpétuent les structures de pouvoir entre les 99 % de la population et le 1 % le plus riche, tout en agissant sous couvert du « féminisme », désormais à la mode. Les forces néolibérales ne luttent pas pour la sécurité sociale, économique ou dans la santé, ni pour l'autodétermination démocratique des 99 %. Au contraire : en accordant des concessions symboliques et une pseudo-visibilité aux « minorités », elles parviennent à faire passer les lignes de fractures importantes entre les 99 % et les plus riches au second plan, repoussant ainsi à une date lointaine les véritables améliorations des conditions de vie de ces mêmes « minorités ».



Notre credo politique : un combat main dans la main !

Nous revendiquons un féminisme autocritique, transformatif et inclusif. Pour nous, il est clair que différentes luttes se déroulent à différents niveaux et parfois dans des délais ou à des rythmes différents, mais qu'elles doivent toutes avoir le même objectif final : le dépassement des structures de pouvoir patriarcales, racistes et capitalistes.

Notre lutte féministe exige une compréhension de la simultanéité et de la diversité au sein des 99 % et du mouvement féministes, ainsi que les chances et les risques qui se présentent à nous. Lutter main dans la main veut dire tolérer les ambivalences, accepter les erreurs, accepter que l'on a des parcours différents et des potentiels d'apprentissage variables, et être prêt-e à mettre ces potentiels à profit. Chacun-e d'entre nous commet des erreurs et continuera de le faire, ne serait-ce que parce que personne n'est capable de s'investir entièrement dans tous les sujets. C'est pourquoi les erreurs ne doivent engendrer ni exclusion, ni condamnation, mais une compréhension mutuelle. Au contraire, il faut une culture de l'erreur qui favorisent un dialogue paisible, créent une tolérance aux différents parcours et contextes sociaux, et ménagent du temps pour l'autoréflexion et l'autocritique. Nous devons avoir la volonté d'avancer ensemble, d'identifier les lignes de fracture possibles lors des échanges et de les prendre pour ce qu'elles sont : **des différences dans la manière d'envisager les combats, mais pas dans leurs buts.**

Les 99 % ne sont pas uniformes sous tous points de vue et il est dans l'intérêt des puissant-es de nous faire croire que ces différences peuvent creuser entre nous des fossés infranchissables. Il est dans l'intérêt des puissant-es que nos conflits nous condamnent à faire du surplace. Mais ensemble, nous devons nous opposer à ces tentatives. L'existence des différences est une réalité dont nous pouvons tenir compte et que nous pouvons respecter sans qu'elle nous laisse nous diviser.

Car nous le savons : main dans la main, nous possédons une force assez grande pour réussir à obtenir une vie libre pour tou·tes. Alors mettons le cap sur des lendemains féministes !